

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 32/3 (2005)

DOI: 10.11588/fr.2005.3.63965

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

que Manfred Messerschmidt a exposée dans nombre de ses travaux. Et puis, comme si l'horreur indicible de ces massacres industriels n'exigeait pas pour le moins respect et recueillement, il arrive aussi qu'un lieu tel que Jasenovac, ensemble de cinq camps de concentration établis par les Ustachis en 1941, à une centaine de kilomètres environ au sud-est de Zagreb, devienne l'enjeu, après 1945 et presque jusqu'à nos jours, de manipulations politiques et selon les circonstances, objet de toutes les falsifications historiques. Cet exemple macabre n'est pas unique. Faut-il rappeler qu'en arrière-plan se développe la guerre froide?

Ce qui amène à mon point de départ, et me fait répéter cette sempiternelle question: à qui s'adresse ce recueil «plein de fureur et de sang»? Pourtant, même si les publics les plus divers vivent parfois en temps réel, les images des conflits et attentats que transmettent en prime time les principaux réseaux de télévision, on ose espérer qu'il se trouvera encore des femmes et des hommes pour non pas uniquement expliciter ce que signifiait Auschwitz par exemple, ou Babÿ Yar (Kiev 1941) ou encore Kaunas (1941-1944) mais s'interroger sur le système mental qui a pu transformer tant d'individus en machines criminelles. Ce ne pouvait pas être l'objectif de ce livre mais il y mène tout naturellement.

Marcel SPIVAK, *Les Lilas*

Eike WOLGAST, *Die Wahrnehmung des Dritten Reiches in der unmittelbaren Nachkriegszeit (1945/46)*, Heidelberg (Carl Winter) 2001, 360 p. (Schriften der Philosophisch-historischen Klasse der Heidelberger Akademie der Wissenschaften, 22).

Réalisée par une chercheuse du Séminaire d'histoire de l'université de Heidelberg, cette étude traite du problème peu abordé par les historiens de la perception allemande du III^e Reich dans l'immédiat après-guerre à travers trois institutions majeures: les partis politiques et les syndicats, les Églises et les Universités. La partie principale, consacrée aux partis politiques et aux syndicats (p. 225) est subdivisée en zone soviétique et occidentale alors que cette séparation est moins marquée pour les Églises (p. 58.) et les universités (p. 41). Bien que dans ces deux dernières parties l'analyse soit limitée aux documents initiaux (Synodes et déclarations pour les Églises, discours des recteurs pour les Universités) on retrouve les mêmes thèmes que dans la première partie. À savoir: rupture et continuités avec les orientations antérieures, causes et genèse du nazisme et du III^e Reich, responsabilités et question des réparations, tâches de l'avenir. Thèmes abordés en fonction des intérêts des institutions concernées et du public auquel ils s'adressent.

La condamnation du régime nazi est incontournable pour les partis politiques dont la reprise d'activité dépend des autorités d'occupation. Les syndicats sont autorisés plus rapidement, mais les autorités américaines et françaises leur interdisent toute action politique. Pour la hiérarchie ecclésiastique et les recteurs, la condamnation du régime nazie est assortie de réserves et d'arguments de disculpation invoquant du côté catholique le discours du pape devant le collège des cardinaux du 2 juin 1945, pour d'autres des causes remontant à des facteurs multiples. Y compris la responsabilité des États occidentaux (Traité de Versailles, réparations liées à la défaite). Aspect le plus choquant: le recours aux amalgames. Notamment entre les souffrances des concentrationnaires sous le nazisme et celles des expulsés des territoires de l'Est. Selon l'évêque Wurm, qui recourt à l'exaltation du courage des soldats allemands en imposant la prière pour ceux tués à la guerre, la prière pour les tués des autres nations étant facultative, une déclaration de culpabilité équivaldrait à l'article 231 du Traité de Versailles, toujours appelé «Diktat».

Dans ce contexte, il eut été souhaitable de montrer plus clairement le poids du Conseil œcuménique des Églises dans l'adoption par le Conseil de l'Église protestante en Allemagne (EKD) de la Déclaration de repentance d'octobre 1945 à Stuttgart sous la présidence du même évêque Wurm. Question abordée avec le plus de réticence: l'extermination des juifs.

Pour les communistes, il n'est question que de «victimes du fascisme» en général. Seul le SPD occidental, les libéraux du Sud Ouest, la CDU de zone soviétique reconnaissent le génocide. Exemple révélateur de la persistance de préjugés antijuifs: lorsque les protestants de Brême associés aux catholiques, au Sénat et aux Chambre professionnelles appellent aux réparations volontaires envers les concitoyens juifs, notamment pour la reconstruction de leur synagogue et de leur cimetière, un pasteur de l'aile confessante, fraction pourtant la plus opposée au nazisme, proteste auprès du Conseil de l'EKD en déclarant qu'il n'appartient pas à l'Église de contribuer à la reconstruction d'une synagogue «symbole de la damnation des non convertis». Rappelons que le zèle missionnaire des institutions chrétiennes auprès des juifs restera jusqu'au tournant des années 60 un obstacle majeur au rapprochement judéo chrétien. La persistance des préjugés antijuifs se manifeste d'ailleurs jusque dans la terminologie. On évoque «nos compatriotes de souche étrangère», «des êtres humains de race étrangère, innocents assassinés par milliers parce qu'ils n'avaient pas de sang aryen dans les veines». Exception notable: Mgr. Preysing (Berlin) parle dès juin 1945 de la persécution des juifs comme «défiant toute conception du droit».

D'avantage que les partis, les Églises se réclament d'un national conservatisme en insistant sur la restauration d'un État de droit à fondement chrétien sapé par le «nihilisme éthique», en protestant contre la cession du patrimoine territorial aux Slaves, en réclamant le respect de l'honneur allemand, le retour des prisonniers, la limitation de la dénazification. Wurm estime même que «la population allemande se sent traitée par les autorités d'occupation comme les Allemands avaient traité les juifs en Pologne». Alors que le Conseil œcuménique avait informé dès novembre 45 l'EKD de l'extermination de 5 700 000 juifs à l'Est et attiré son attention sur le fait que la question était plus brûlante que jamais à l'étranger où l'on attendait une prise de position allemande à ce sujet, la question n'est pas abordée par le Conseil de l'EKD malgré un projet des pasteurs Asmussen (Hambourg) et Maas (Heidelberg). Contrairement aux partis politiques soumis à des conditions de contrôle, voire de censure, les Églises, plus libres, se voient de même reconnaître le droit de procéder à leur propre dénazification. Se concentrant davantage sur leur propre persécution et leur doctrine traditionnelle, elles ne s'attachent guère à leur mission d'éclairer les esprits sur les responsabilités dans la politique du III^e Reich.

Cette faiblesse de la volonté pédagogique semble encore plus manifeste dans les universités. Tout en revendiquant comme les Églises un statut d'organisations restées intactes, elles ne peuvent comme celles-ci se prévaloir de discrimination, voire de persécutions puisque 18 des 21 recteurs étaient restés en poste sous le III^e Reich, certains depuis Weimar, d'autres nommés après 1933. Certains, comme les recteurs de Hambourg et de Fribourg, n'hésitent pas à esquisser un parallèle entre la dénazification universitaire des alliés et l'épuration avec les licenciements et l'émigration après 1933. Plutôt que de mettre en cause le système universitaire, les discours des recteurs insistent sur la perversion de la science en général. Le respect des critères traditionnels étant déjà interprété comme une forme de résistance à l'idéologie nazie. Exception notable: le discours de Karl Jaspers d'août 1945 à l'université de Heidelberg évoquant le silence coupable de l'institution, notamment devant la persécution et l'extermination des juifs. Aucun, pas même le recteur de l'université de Munich, foyer de «La rose Blanche» n'évoque une résistance active. S'il est question pour l'avenir de former les étudiants à l'esprit critique et à l'égalité des droits, plutôt que d'analyser les critères et les normes à réviser, on se réfère aux grands penseurs allemands et même à la Bible. Les discours soulignent aussi fréquemment l'apolitisme de la science, la fidélité envers la patrie et le peuple. Certains mentionnent néanmoins l'internationalisme (Francfort – Rostock). Heidelberg évoque le «service de l'humanité». Dans ces discours apparaît aussi fréquemment l'usage du vocabulaire militaire, voire *völkisch*. Ainsi, il est question de rôle du chef, de la «Volksgemeinschaft», d'«intellectualisme sans racines» de «vie sans valeur». Alors que l'on pouvait s'attendre à une analyse factuelle, la plupart évoquent la catastrophe comme «la

dérive fatale de l'idéal humaniste«. Il est vrai que selon une enquête de 1947, la majorité des personnes interrogées estime que le national socialisme avait été une bonne idée mal mise en œuvre.

Dans l'ensemble, la fonction pédagogique revendiquée par ces institutions reste déficiente, la confrontation de la population au passé et la question des responsabilités sont seulement évoquées de manière générale. L'image du III^e Reich reste largement déterminée par les deux guerres mondiales dont le peuple allemand aurait été la première victime. L'immatérialité historique et politique est occultée au profit de l'explication socio-économique à gauche, de la critique de la sécularisation remontant pour certains à la Renaissance, pour d'autres à la Révolution française. Avec une condamnation plus ou moins avouée de la »démocratie de masse« jacobine, de l'absence de sens du terroir et de l'abandon de la foi chrétienne.

Si le refus du nazisme devient le fondement moral et politique des deux États créés en 1949, l'évolution ne se dessine qu'au cours des années cinquante après les effets de la guerre froide, avec la signature par la RFA en tant qu'héritière juridique du Reich d'un accord de réparations avec les représentants d'Israël et la *Jewish Claims Conference*, les procès de criminels nazis dans les deux Allemagnes et celui d'Eichmann à Jérusalem largement rapporté par la presse allemande.

Grâce à cette étude lucide, on mesure mieux le chemin parcouru par la démocratie allemande depuis près de soixante ans.

Rita THALMANN, Paris

Helmut TROTNOW, Florian WEISS (Hg.), *Le musée de Berlin ou Berlin et la liberté préservée (1945–1989)*. Actes du colloque tenu le 29 novembre 2002 à la Fondation Singer-Polignac, Berlin (Musée des Alliés) 2003, 271 S.

Monumente, die Besiegte ihren Bezwingern bzw. Besetzte ihren Besitzern setzen, dürften, soweit sie freiwillig errichtet wurden, von größter Seltenheit sein. Mit dem AlliiertenMuseum in Berlin haben jedoch die Bundesrepublik Deutschland und das Land Berlin für Briten, Franzosen und Amerikaner just eine solche Gedenkstätte geschaffen. Zu ergänzen ist dabei, daß im Falle der Westalliierten aus Besatzern zunächst Beschützer im Kalten Krieg wurden, und dann – nach der Wiedervereinigung Deutschlands – eingeladene Freunde, die solange blieben, bis die letzten sowjetischen bzw. russischen Soldaten 1994 aus dem Gebiet der ehemaligen DDR abgezogen waren. Das Berliner AlliiertenMuseum hat es sich zur Aufgabe gemacht, an diesen außergewöhnlichen Rollenwandel und die Präsenz der Westmächte in Berlin zu erinnern. Dabei beschränkt es sich nicht auf Ausstellungen, sondern veranstaltet auch wissenschaftliche Kolloquien.

Der hier anzudeigende Band dokumentiert ein solches Symposium, das am 29. November 2002 in den Räumlichkeiten der Fondation Singer-Polignac in der Pariser Avenue Georges Mandel stattfand. Er enthält Beiträge zur politischen Geschichte Berlins seit 1945, der Entstehung und den Entwicklungsperspektiven des Berliner AlliiertenMuseums sowie der militärischen Präsenz Frankreichs in Berlin.

Innerhalb des ersten Blocks, dessen insgesamt 12 Beiträge hier nicht im einzelnen referiert werden können, verdient die Einschätzung Alfred GROSSERS besondere Erwähnung, es sei Frankreich bei seinem deutschland- und berlinpolitischem Engagement mehr um die Wahrung seines Großmachtstatus gegangen als um die Freiheit der Bewohner seiner Zonen (S. 10). Eine solche machtpolitische Deutung der französischen Deutschland- und Berlinpolitik liegt auch einer vorbildlich belegten Studie Georges-Henri SOUTOUS zur Entstehung des Berliner Viermächteabkommens vom 3. September 1971 zugrunde: Obwohl Frankreich an den Geheimverhandlungen zwischen US-Botschafter Kenneth Rush, Sow-